SÉNAT

Session ordinaire de 1915.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 46^e SÉANCE

Séance du jeudi 21 octobre.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Communication relative au décès de M. Razimbaud, sénateur de l'Hérault.
3. — Excuse.
4. — Dépôt, au nom de M. le ministre des finances, de cinq projets de loi d'intérêt local, adoptés par la Chambre des députés, autorisant :
 - Le 1^{er}, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Château-Chinon (Nièvre);
 - Le 2^e, la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Châteaudun (Eure-et-Loir);
 - Le 3^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du Conquet (Finistère);
 - Le 4^e, la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Plabennec (Finistère);
 - Le 5^e, la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Quimerc'h (Finistère).
 Renvoi à la commission d'intérêt local.
5. — Communication d'une lettre de M. le président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'abrogation de la loi du 5 août 1914, qui complète celle du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires. — Renvoi à la commission des finances.
6. — Dépôt par M. Doumer d'un rapport, au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant le ministre des finances à faire une avance remboursable de 400,000 fr. à la commission européenne du Danube.
 - Dépôt par M. Galup d'un rapport supplémentaire sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies.
 - Dépôt par M. Guillaume Chastenot d'un rapport, au nom de la commission de la marine, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la vente des navires de mer pendant la durée des hostilités.
 - Dépôt par M. Riotteau d'un rapport, au nom de la commission de la marine, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, prorogeant les dispositions de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande en ce qui concerne les primes à la construction des navires.
 Renvoi, pour avis, à la commission des finances.
7. — Dépôt d'un rapport de M. Paul Strauss sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger exceptionnellement les délais fixés pour la liquidation et l'imputation des dépenses de la santé publique par la loi du 22 juin 1906.
 - Renvoi, pour avis, à la commission des finances.
 - Dépôt d'un rapport de M. Ordinaire, au nom de la commission des douanes, sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisiennes, et habitant les officiers du service des affaires indigènes en Tunisie à délivrer les certificats d'origine dans les territoires du Sud où ils font l'office de contrôleurs civils.
8. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. de Selves sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à maintenir à la disposition du ministre de la guerre, jusqu'à la cessation des hostilités, les hommes de la classe 1888.
 - Déclaration de l'urgence.
 - Discussion immédiate prononcée.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

9. — Adoption de trois projets de loi d'intérêt local, adoptés par la Chambre des députés, autorisant :

Le 1^{er}, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Apt (Vaucluse);

Le 2^e, la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Bondy (Seine);

Le 3^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Concarneau (Finistère).

10. — Ajournement de la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies.

11. — Retrait de l'ordre du jour de : 1^o du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la création d'une caisse des édifices et monuments publics non protégés par la loi du 30 mars 1887 et appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes ou aux établissements publics (art. 105, 106 et 107 disjoints du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913); 2^o de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant création au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts d'un office des monuments anciens d'intérêt régional ou local, non classés en vertu des lois des 30 mars 1837 et 31 décembre 1913.

Renvoi, pour avis, à la commission des finances.

12. — Dépôt d'un rapport de M. Capéran, au nom de la 5^e commission d'intérêt local, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Châteaudun (Eure-et-Loir).

13. — Règlement de l'ordre du jour.

Fixation de la prochaine séance au jeudi 28 octobre.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST.

La séance est ouverte à quatre heures et demie.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. de La Batut, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du jeudi 14 octobre.

Le procès-verbal est adopté.

2. — COMMUNICATION RELATIVE AU DÉCÈS DE M. RAZIMBAUD, SÉNATEUR DE L'HÉRAULT

M. le président. Mes chers collègues, j'ai le regret de faire part au Sénat de la mort d'un très ancien membre du Parlement, M. Razimbaud, sénateur de l'Hérault.

M. Razimbaud s'était voué dès sa jeunesse aux luttes politiques et il y a consacré une vie longue et active. Il gagna d'abord l'estime de ses concitoyens dans l'exercice de plusieurs mandats locaux et il fut élu député de l'Hérault aux élections générales de 1885. Réélu en 1889, il échoua en 1893; mais il revint à la Chambre en 1898 jusqu'en 1904, date à laquelle il entra au Sénat pour y siéger jusqu'à sa mort.

Ses concitoyens l'ont donc investi pendant plus de 25 ans de leur pleine confiance, le récompensant ainsi de son dévouement à leurs intérêts dont il était un défenseur infatigable. Sa personnalité avait un caractère militant assez prononcé, et les luttes électorales nécessaires à la vie et à l'évolution d'une démocratie l'avaient beaucoup passionné. Mais, aujourd'hui, tous les Français veulent oublier ce qui les a divisés ! (Très bien ! très bien !)

Au Sénat, notre collègue collaborait assiduellement à nos travaux; il comptait parmi nous beaucoup d'amis, et la courtoisie qu'il apportait dans ses relations avec tous ses collègues fera plus vivement encore regretter sa perte. (Applaudissements.)

En votre nom, messieurs, j'adresse à la famille de notre collègue l'hommage de nos condoléances et de nos regrets. (Nouveaux applaudissements.)

3. — EXCUSE

M. le président. M. Lhopiteau s'excuse pour raison de santé de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

4. — COMMUNICATION DU DÉPÔT DE PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT LOCAL

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre des finances cinq projets de loi d'intérêt local, adoptés par la Chambre des députés, autorisant :

Le 1^{er}, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Château-Chinon (Nièvre);

Le 2^e, la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Châteaudun (Eure-et-Loir);

Le 3^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du Conquet (Finistère);

Le 4^e, la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Plabennec (Finistère);

Le 5^e, la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Quimerc'h (Finistère).

Les projets de loi sont renvoyés à la commission d'intérêt local.

Ils seront imprimés et distribués.

5. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 18 octobre 1915.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 15 octobre 1915, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 5 août 1914, qui complète celle du 14 décembre 1879, sur les crédits supplémentaires et extraordinaires.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition, dont je vous prie de bien vouloir saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« P. DESCHANEL. »

La proposition de loi sera imprimée et distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des finances. (Adhésion.)

6. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Doumer.

M. Paul Doumer. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant le ministre des finances à faire une avance remboursable de 400,000 fr. à la commission européenne du Danube.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Galup.

M. Galup. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport supplé-

aire, fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Chastenet.

M. Guillaume Chastenet. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la vente des navires de mer pendant la durée des hostilités.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Riotteau.

M. Riotteau. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, un rapport fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, prorogeant les dispositions de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande, en ce qui concerne les primes à la construction des navires.

M. Milliès-Lacroix. J'ai l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien renvoyer à la commission des finances, pour avis, le rapport de M. Riotteau sur le projet de loi concernant les primes à la construction des navires.

M. le président. Le rapport est renvoyé, pour avis, à la commission des finances. Il sera imprimé et distribué.

7. — COMMUNICATION DU DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Strauss un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger exceptionnellement les délais fixés pour la liquidation et l'imputation des dépenses de la santé publique par la loi du 22 juin 1906.

M. Milliès-Lacroix. J'ai l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien renvoyer à la commission des finances, pour avis, le rapport de M. Strauss sur le projet de loi relatif à la liquidation et l'imputation des dépenses de la santé publique.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition?...

Le rapport de M. Strauss est renvoyé, pour avis, à la commission des finances. Il sera imprimé et distribué.

J'ai reçu également de M. Ordinaire un rapport fait au nom de la commission des douanes sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisiennes, et habitant les officiers du service des affaires indigènes en Tunisie à délivrer les certificats d'origine dans les territoires du Sud où ils font l'office de contrôleurs civils.

Le rapport sera imprimé et distribué.

8. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI MAINTENANT LA CLASSE 1888 SOUS LES DRAPEAUX

M. le président. La parole est à M. de Selves, qui se propose de demander au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate des conclusions de son rapport concernant le maintien de la classe 1888 sous les drapeaux, rapport qui a été distribué aujourd'hui même.

M. de Selves, rapporteur. Messieurs, la Chambre des députés a voté un projet de loi tendant à maintenir à la disposition du ministre de la guerre, jusqu'à la cessation des hostilités, les hommes de la classe 1888. Cette mesure, qui a été prise pour la classe 1887, s'impose pour la classe 1888.

Nous vous demandons de bien vouloir déclarer l'urgence et voter l'article unique du projet de loi.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. de Selves, Doumer, Gervais, Lourties, Paul Bersez, Chapuis, d'Estournelles de Constant, Petitjean, Guilloteaux, Brindeau, Grosjean, Peytral, Henry Bérenger, Monis, André Lebert, Menier, Gouzy, Milliès-Lacroix, Ville et Chastenet.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Les hommes de la classe 1888, qu'ils soient dans leurs foyers ou présents sous les drapeaux, demeureront à la disposition du ministre de la guerre jusqu'à la cessation des hostilités. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

9. — ADOPTION DE PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT LOCAL

1^{er} PROJET

(Octroi d'Apt. — Vaucluse.)

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Apt.

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1916 inclusivement, à l'octroi d'Apt (Vaucluse), d'une surtaxe de 23 fr. par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 15 francs établi à titre de taxe principale. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté à l'amortissement de l'emprunt de 270,000 fr. contracté en 1899 et de celui de 30,000 fr. voté par le conseil municipal dans la séance du 17 novembre 1904.

« L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général,

tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

Le Sénat adopte ensuite, dans la même forme et sans discussion, les projets de loi dont la teneur suit :

2^e PROJET

(Octroi de Bondy. — Seine.)

« Art. 1^{er}. — Est autorisée la perception, jusqu'au 31 décembre 1919 inclusivement, à l'octroi de Bondy (Seine), d'une surtaxe de 22 fr. par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 18 fr. établi à titre de taxe principale.

« Art. 2. — Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté à l'amortissement de l'emprunt de 114,000 fr. contracté pour acquisition de la propriété Glaçon-Tassart et installation d'une nouvelle mairie.

« L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. »

3^e PROJET

(Octroi de Concarneau. — Finistère.)

« Art. 1^{er}. — Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1920 inclusivement, à l'octroi de Concarneau (Finistère), d'une surtaxe de 14 fr. par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 22 fr. 50 établi à titre de taxe principale.

« Art. 2. — Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté à l'amortissement des emprunts communaux.

« L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. »

10. — AJOURNEMENT DE LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION SUR LE PROJET DE LOI RELATIF À LA DÉCLARATION DES BIENS DES SUJETS DE PUISSANCES ENNEMIES

M. le président. L'ordre du jour appellerait la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies, mais la commission, d'accord avec le Gouvernement, demande l'ajournement à la prochaine séance, afin que soit distribué le rapport supplémentaire.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'ajournement est prononcé.

11. — RETRAIT DE L'ORDRE DU JOUR D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT LA CRÉATION D'UNE CAISSE DES ÉDIFICES ET MONUMENTS PUBLICS APPARTENANT À L'ÉTAT

M. le président. L'ordre du jour appellerait la 1^{re} délibération sur : 1^o le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la création d'une caisse des édifices et monuments publics non protégés par la loi du 30 mars 1887 et appartenant à

l'Etat, aux départements, aux communes ou aux établissements publics (art. 105, 106 et 107 disjointes du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913) ; 2° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant création au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts d'un office des monuments anciens d'intérêt régional ou local, non classés en vertu des lois des 30 mars 1887 et 31 décembre 1913, mais la commission des finances demande que lui soit renvoyé pour avis le rapport de M. Lhopiteau et, d'autre part, M. le rapporteur demande l'ajournement à une prochaine séance.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le rapport est renvoyé, pour avis, à la commission des finances.

Le projet de loi est provisoirement retiré de l'ordre du jour.

12. — COMMUNICATION DU DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Capéran un rapport fait au nom de la 5^e commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Châteaudun (Eure-et-Loir).

Le rapport sera imprimé et distribué.

13. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel pourrait être l'ordre du jour de la prochaine séance :

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Cransac (Aveyron) ;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Crozon (Finistère) ;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Deauville (Calvados) ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1916) ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de décrets ayant pour objet d'édicter diverses prohibitions de sortie ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, fixant pour la durée de la guerre la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées ou à l'agrandissement pour le même objet des cimetières communaux existants ;

Suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies ;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'ordre du jour est ainsi fixé.

Quel jour le Sénat entend-il tenir sa prochaine séance ?

Voix diverses. Jeudi ! — Mardi !

M. le président. Selon l'usage, je mets aux voix la date la plus éloignée, celle du jeudi 28 octobre.

(Le Sénat décide qu'il tiendra séance jeudi.)

M. le président. Je propose donc au Sénat de se réunir jeudi prochain à quatre heures en séance publique. (*Adhésion.*)

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à cinq heures cinq minutes.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,

ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre, ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

542. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 octobre 1915, par **M. Laurent Thiéry,** sénateur, demandant à **M. le ministre de l'intérieur** si le paiement d'une allocation accordée par la commission supérieure, après rejets de la commission cantonale et de la commission d'appel, ne devrait pas équitablement remonter soit à la première demande, soit au jour de la transmission, soit au jour de l'appel à la commission supérieure.

543. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 16 octobre 1915, par **M. Milan,** sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** pourquoi : 1° certains G. V. C. du Rhône reçoivent une indemnité journalière de 1 fr. 75 qui, ailleurs, est de 2 fr. ou 2 fr. 50 ; 2° dans ce même département la durée des permissions agricoles varie de dix jours à quinze jours.

544. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 16 octobre 1915, par **M. Peytral,** sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** quels avantages sont réservés aux territoriaux sur le front depuis plus de six mois et pères de cinq enfants.

545. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 18 octobre 1915, par **M. Bodinier,** sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** à quelle autorité doit s'adresser un réformé n° 2 (paralysie contractée au front), pour passer une visite médicale en vue d'obtenir une pension ou une gratification permanente ou renouvelable, et quelles sont les pièces à fournir.

546. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 octobre 1915, par **M. Clemenceau,** sénateur, demandant à **M. le ministre des finances,** que les veuves

des fonctionnaires morts au champ d'honneur, bénéficient de la majoration de pension qui n'est accordée aux contrôleurs des contributions directes pour les allocations perçues en dehors du traitement que s'ils en font mention au moment de leur mise à la retraite.

547. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 octobre 1915, par **M. Rouby,** sénateur, demandant à **M. le ministre de l'intérieur** si les caisses d'épargne ne sont pas classées exclusivement en deux catégories : privées ou publiques, et si le trésorier d'une caisse d'épargne placée sous le patronage d'un conseil municipal, mais ayant son conseil des directeurs, son budget, ses employés, son immeuble, doit être considéré comme un employé d'une caisse privée ou comme un fonctionnaire municipal.

548. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 20 octobre 1915, par **M. Bussière,** sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si les maîtres ouvriers ayant satisfait à l'examen d'aptitude prévu par le décret du 11 mai 1917 pour l'emploi d'expert, pourraient, sur leur demande, être nommés même temporairement à l'un des emplois vacants dans l'expertise.

549. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 20 octobre 1915, par **M. Gaudin de Villaine,** sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si un homme classé avant la guerre dans le service auxiliaire, maintenu depuis et réformé n° 2 le 2 octobre 1915, est obligé de se présenter à une nouvelle contre-visite d'un conseil de réforme.

550. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 octobre 1915, par **M. Bussière,** sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si les circulaires des 9 octobre 1914 et 21 juillet 1915 relatives aux indemnités de cherté de vie s'appliquent aux militaires aux armées qui résidaient dans les garnisons visées dans ces circulaires.

551. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 octobre 1915, par **M. Lebert,** sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si la prime due, lors de leur libération, aux jeunes gens engagés pour trois ans avant la loi du 8 août 1913, et surpris en cours d'engagement par la déclaration de guerre, sera payée également aux mutilés ou réformés n° 1 ou n° 2 de cette catégorie, en addition à leur pension ou gratification.

552. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 octobre 1915, par **M. Paul Bersez,** sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** d'établir entre les vétérinaires qui sont sur le front et ceux de l'intérieur un roulement analogue à celui des médecins.

553. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 octobre 1915, par **M. Paul Bersez,** sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** d'employer dans les ambulances du front comme infirmiers de visite, en les assimilant aux étudiants en médecine à 4 inscriptions, les étudiants

d'iplômés du P. C. N. qui n'ont pas pris d'inscriptions pour rester, dans des hôpitaux auxiliaires, au service de médecins chefs.

554. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 octobre 1915, par M. Cannac, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre d'étendre, aux pères de cinq enfants dont les femmes sont atteintes de maladies incurables ou incapables de travailler ou hospitalisés, les décisions appliquées aux veufs pères de cinq enfants actuellement vivants.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

2^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 402, posée le 24 juin 1915 par M. Herriot, sénateur.

M. Herriot, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre s'il ne serait pas possible de payer le demi-salaire du mari aux femmes, sans ressources et sans allocation, d'employés et ouvriers de l'Etat disparus, quand elles n'ont ni délégation, ni avis officiel de décès ou de disparition.

2^e réponse.

Lorsqu'un militaire est signalé comme n'étant plus présent au corps, et que les recherches faites n'ont permis de constater ni son décès ni son hospitalisation, ni sa captivité, il peut être établi un acte de disparition.

Dans ces conditions, l'administration est toujours en situation de délivrer, à la demande des familles, et après enquête, une pièce constatant la position d'absence d'un militaire.

Munie de cette pièce et d'une déclaration, signée par elle, qu'elle est autorisée à recevoir le salaire de son mari, la femme d'un employé ou ouvrier de l'Etat peut, sans délégation, entrer en possession de ce salaire.

2^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 458, posée le 23 août 1915, par M. Mercier, sénateur.

M. Mercier, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les sous-officiers et soldats, pères de plus de deux enfants, ne cumulant pas leurs traitements civil et militaire et ne touchant pas l'allocation aux familles nécessiteuses, aient droit à l'allocation pour charges de famille visée dans l'instruction du 10 janvier 1915.

2^e réponse.

Un décret du 3 octobre 1915 (*Journal officiel* du 9 octobre) a étendu le bénéfice de l'indemnité pour charges de famille aux militaires de la réserve et de l'armée territoriale rappelés à l'activité lors de la mobilisation, quand ils sont à solde mensuelle et ne bénéficient pas, dès lors, des allocations de la loi du 5 août 1914.

2^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 481, posée, le 2 septembre 1915, par M. Vacherie, sénateur.

M. Vacherie, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pour quel motif le réseau départemental de la Haute-Vienne, classé en 3^e catégorie, n'est pas compris dans la liste des réseaux secondaires visés au *Journal officiel* du 15 juillet 1915 (arrêté relatif aux conditions de délais et responsa-

bilités en matière de transports commerciaux.)

2^e réponse.

Cette compagnie avait primitivement refusé d'accepter l'extension, à son réseau, du régime déterminé par l'arrêté interministériel du 31 mars 1915. Elle y a maintenant donné son adhésion, et a été comprise sur la nouvelle liste des réseaux secondaires auxquels l'arrêté du 31 mars 1915 a été rendu applicable par celui du 8 octobre 1915. (*Journal officiel* du 12 octobre.)

2^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 482, posée le 2 septembre 1915, par M. Touron, sénateur.

M. Touron, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre d'ajouter à la liste visée dans la circulaire du 22 juillet 1915, toutes les places de la zone des armées qui n'y figurent pas, afin que les indemnités de cherté de vie soient accordées à tous les militaires qui subissent l'élévation du prix des denrées résultant de l'agglomération des troupes.

2^e réponse.

L'indemnité de cherté de vie ne peut être accordée dans la zone des armées qu'autant que la nécessité en est reconnue, après enquête.

Une circulaire du 5 octobre 1915 a ajouté, dans ces conditions, un certain nombre de places de la zone des armées à la liste des places susceptibles de bénéficier, au cours de la guerre, d'une indemnité de cette nature.

2^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 495, posée le 23 septembre 1915, par M. Bussière, sénateur.

M. Bussière, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre (comme suite à la question n° 429) si la loi du 17 août 1915 n'a apporté aucune modification à la situation des ouvriers commissionnés ou rengagés des ateliers des corps de troupe et des ouvriers inscrits au tableau de concours pour l'emploi de maître ouvrier.

2^e réponse.

La loi du 17 août 1915 ayant prescrit de remplacer, en principe, tous les gradés et hommes de troupe du service armé affectés à des emplois sédentaires, les dispositions de la réponse à la question écrite n° 429 se trouvent infirmées.

Toutefois, les ouvriers dont il s'agit peuvent être maintenus dans leur emploi, sur la demande de leurs chefs, par une décision du ministre de la guerre, si leur remplacement est de nature à entraver le fonctionnement du service.

2^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 496, posée, le 23 septembre 1915, par M. Bussière, sénateur.

M. Bussière, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi les maîtres ouvriers des sections de commis et ouvriers infirmiers et secrétaires, nommés après concours, ne figurent pas dans la circulaire relative à l'application de la loi du 17 août 1915.

2^e réponse.

La circulaire d'application de la loi du 17 août 1915 (art. 5) ne mentionne que les

emplois qui ont des titulaires dans tous les corps.

Pour les maîtres ouvriers des sections, d'ailleurs peu nombreux, il est admis qu'ils sont maintenus, sur décision spéciale du ministre, prise, pour chacun d'eux, sur la proposition de leurs chefs hiérarchiques.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question n° 503, posée, le 25 septembre 1915, par M. Dominique Delahaye, sénateur, à M. le ministre des travaux publics, et transmise par celui-ci, pour attribution, à son collègue de la guerre.

M. Dominique Delahaye, sénateur, demande à M. le ministre des travaux publics que les nombreux wagons à marchandises, vides, ne soient pas immobilisés dans certaines gares, alors qu'il y a intérêt capital à en accélérer la rotation.

Réponse.

L'attention des services et établissements militaires a été appelée, en ce qui concerne les transports, sur la nécessité d'obtenir la plus grande rapidité dans le réemploi des wagons, en s'efforçant notamment de hâter les opérations de chargement et de déchargement.

Pour éviter, en outre, les immobilisations du matériel vide avant le chargement, il leur a été recommandé de ne demander aux chemins de fer que les wagons susceptibles d'être chargés dans les 24 heures suivantes.

Enfin, les officiers des commissions et sous-commissions de réseaux ont été d'ailleurs invités à faire de fréquentes tournées, afin de veiller à ce que les organes locaux du service des chemins de fer apportent toute diligence voulue.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 511, posée, le 25 septembre 1915, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que l'on accorde la nomination au grade d'aide-major aux médecins auxiliaires qui, dès le temps de paix, ont rendu des services à l'administration militaire.

Réponse.

Les services rendus en temps de paix à l'administration militaire ne peuvent qu'entrer en ligne de compte dans l'examen des demandes des intéressés, mais ne sauraient dispenser les candidats de remplir les conditions exigées par les instructions en vigueur, et établir, à leur profit, un droit au grade de médecin aide-major.

Réponse de M. le ministre de l'intérieur, à la question écrite n° 518, posée, le 28 septembre 1915, par M. Alexandre Bérard, sénateur.

M. Alexandre Bérard, sénateur, demande à M. le ministre de l'intérieur s'il ne conviendrait pas de faire afficher dans les mairies les indications relatives à la situation militaire des hommes en âge d'être mobilisés.

Réponse.

La proposition de M. Bérard ne paraît pas pouvoir recevoir une suite favorable.

L'affichage dans les mairies des noms de tous les hommes en âge d'être mobilisés présenterait des difficultés à peu près

insurmontables; il entraînerait un travail considérable et qui, dans les circonstances actuelles, ne pourrait être que difficilement exécuté.

Réponse de M. le ministre de l'intérieur à la question écrite n° 525, posée, le 6 octobre 1915, par M. Milan, sénateur.

M. Milan, sénateur, demande à M. le ministre de l'intérieur quelle mesure il compte prendre pour éviter une nouvelle charge financière, résultant de la loi du 29 mars 1914, aux communes des départements qui ont augmenté le produit du centime en vue de réaliser en une seule fois la péréquation des impositions départementales et communales.

Réponse.

La surcharge qui incombe à certaines communes du fait de l'application de la loi du 29 mars 1914 est une conséquence de cette loi et elle ne saurait être éludée.

Le législateur avait d'ailleurs prévu l'atteinte que la loi pourrait porter aux intérêts locaux et l'article 27 permet des ménagements transitoires.

Les communes intéressées ne pouvaient que réclamer l'application de l'article 27.

Réponse de M. le ministre de l'instruction publique à la question écrite n° 526, posée, le 6 octobre 1915, par M. Milan, sénateur.

M. Milan, sénateur, demande à M. le ministre de l'instruction publique, étant donné que les subventions de l'Etat pour constructions d'écoles sont fixées d'après la valeur et le nombre des centimes dans chaque département, de fixer les subventions à venir d'après les bases anciennes et non en conséquence de la loi du 29 mars 1914.

Réponse.

Le ministre de l'instruction publique a l'honneur de prier M. Milan, sénateur, de vouloir bien se rapporter à la réponse faite par M. le ministre des finances à la question analogue posée, le 19 juin 1914, par M. Emile Rey, sénateur, question écrite n° 189, *Journal officiel* du 11 août 1915, page 470.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 528, posée le 8 octobre 1915, par M. Cannac, sénateur.

M. Cannac, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les hommes de la classe 1889 versés dans le service auxiliaire ne doivent pas être renvoyés dans leurs foyers et si le fait, pour certains, d'être employés dans un parc d'artillerie, justifie leur maintien au corps.

Réponse.

Les hommes de la classe 1889 versés dans le service auxiliaire doivent être renvoyés dans leurs foyers, à moins qu'ils n'appartiennent à l'une des spécialités pour lesquelles il peut être fait appel aux hommes de cette classe.

Réponse de M. le ministre de la marine à la question écrite n° 530, posée, le 8 octobre 1915, par M. Paul Bersez, sénateur.

M. Paul Bersez, sénateur, demande à M. le ministre de la marine d'accorder aux gendarmes provenant des services de la

marine et attachés à des brigades territoriales les avantages accordés aux gendarmes aux armées et de remédier à la situation des candidats admis à l'école d'élèves officiers dont les cours sont arrêtés.

Réponse.

Les gendarmes maritimes cédés au département de la guerre pendant la durée des hostilités sont administrés à tous égards par ce département, et reçoivent les mêmes allocations que leurs camarades de la gendarmerie départementale en service dans la même résidence. Des dispositions sont, toutefois, à l'étude en vue d'améliorer la situation des uns et des autres, ainsi qu'il résulte des réponses faites par le ministre de la guerre aux questions écrites qui lui ont déjà été posées à ce sujet par divers membres du Parlement.

Les candidats admis à l'école des élèves officiers de gendarmerie maritime ont reçu toutes les satisfactions auxquelles ils peuvent prétendre par la nomination à l'emploi d'aspirant, qui a été prononcée le 13 août 1915.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 531, posée, le 8 octobre 1915, par M. Paul Bersez, sénateur.

M. Paul Bersez, sénateur, signale à M. le ministre de la guerre que des candidats acceptés l'an dernier dans les écoles militaires préparatoires d'enfants de troupe n'ont pu y être admis, en raison de l'état de guerre et de la fermeture de certaines écoles, et demande d'élever la limite d'âge en leur faveur.

Réponse.

La situation des enfants de troupe de la série I, candidats aux écoles militaires préparatoires en octobre 1914, a été réglée par la circulaire ministérielle du 10 novembre 1914. (B. O. P. S. P., page 1096.)

Tous ceux de ces enfants qui, justifiant des conditions d'aptitude prévues par l'instruction ministérielle du 10 octobre 1901, avaient été classés pour l'admission dans les écoles préparatoires en octobre 1914, viennent d'y être admis à la rentrée, qui s'est effectuée le 7 octobre 1915.

Il n'y a donc pas lieu d'envisager l'élévation de la limite d'âge d'admission dans les écoles préparatoires.

Réponse de M. le ministre des finances à la question écrite, n° 539, posée, le 14 octobre 1915, par M. Charles Dupuy, sénateur.

M. Charles Dupuy, sénateur, demande à M. le ministre des finances que le propriétaire foncier dont le fermier mobilisé n'a pas été remplacé et qui ne peut exploiter lui-même soit, pendant la durée de la guerre, dégrevé de l'impôt foncier, et quel règlement a disposé en ce cas.

Réponse.

L'arrêté des consuls du 24 floréal an VIII (art. 24) prévoit l'allocation de dégrèvements d'impôt foncier en faveur du contribuable qui a éprouvé des pertes par suite d'événements extraordinaires.

Le propriétaire qui justifiera s'être trouvé réellement dans l'impossibilité d'exploiter ou de faire exploiter ses terres, en raison de circonstances résultant de l'état de guerre, sera considéré comme ayant éprouvé des pertes de revenus au sens de la disposition précitée et il pourra, sur sa demande,

obtenir la remise de l'impôt foncier afférent aux terrains demeurés improductifs.

Réponse de M. le ministre de l'intérieur à la question écrite n° 542, posée, le 15 octobre 1915, par M. Laurent Thiéry, sénateur.

M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de l'intérieur si le paiement d'une allocation accordée par la commission supérieure, après rejets de la commission cantonale et de la commission d'appel, ne devrait pas équitablement remonter soit à la première demande, soit au jour de la transmission, soit au jour de l'appel à la commission supérieure.

Réponse.

La commission supérieure, conformément aux instructions ministérielles relatives à l'application de la loi du 5 août 1914, a toujours fixé le point de départ des allocations et des majorations au jour de la demande initiale formée par les intéressés.

Elle ne s'est départie de cette règle que lorsque les décisions de rejet prononcées par les commissions locales lui ayant paru justifiées, elle a estimé qu'il y avait lieu, toutefois, de retenir, en faveur des intéressés, un fait nouveau survenu depuis ces décisions, par exemple la diminution des ressources occasionnée par la prolongation de l'état de guerre; dans ce cas elle a basé sur ce fait nouveau sa décision d'admission et fait courir les allocations à partir du jour où il s'est produit.

Erratum

aux annexes du compte rendu in extenso de la séance du 14 octobre 1915.

Page 569, 1^{re} colonne, rétablir comme suit la fin de la question écrite n° 538 : «... que des instructions soient données aux directeurs départementaux des P. T. T. d'accueillir, autant qu'il sera possible, pour les emplois de facteurs des postes, les candidatures des mutilés militaires ».

Ordre du jour du jeudi 23 octobre 1915

A 4 heures. — Séance publique :

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Cransac (Aveyron). (N^{os} 159, fasc. 34, et 177 fasc. 37, année 1915. — M. Monnier, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Crozon (Finistère). (N^{os} 160, fasc. 34, et 178, fasc. 37, année 1915. — M. Monnier, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Deauville (Calvados). (N^{os} 161, fasc. 34, et 179, fasc. 37, année 1915. — M. Monnier, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1916). (N^{os} 324 et 349, année 1915. — M. A. Bérard, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de décrets ayant pour objet d'édicter diverses prohibitions de sortie. (N^{os} 322 et 354, année 1915. — M. Jean Morel, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, fixant pour la durée de la guerre la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées ou à l'agrandissement pour le même objet des cimetières communaux existants.

N^{os} 309 et 350, année 1915. — M. Lucien Cornet, rapporteur.)

Suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies. (N^{os} 139, 278 et 358, année 1915. — M. Galup, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons. (N^{os} 93, 162, 323 et 353, année 1915. — M. Eugène Guérin, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Rectification

au compte rendu in-extenso de la séance du jeudi 14 octobre 1915 (Journal officiel du 15 octobre 1915).

Dans le scrutin sur le projet de loi portant ouverture, au ministre de la guerre, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de 1915, en vue du relèvement de la solde des brigadiers, caporaux et soldats, M. Le Roux (Paul), a été porté comme « n'ayant pris part au vote ». M. Le Roux (Paul), déclare avoir voté « pour ».

Dans le même scrutin, M. Poirson a été porté comme « n'ayant pas pris part au vote ». M. Poirson déclare avoir voté « pour ».